

Table

Avant-propos	11
I. Par-delà les violences médiatisées, une entreprise réactionnaire : la tentative de restauration du délit de blasphème	15
Un délit qui semblait obsolète	18
Une laïcité moins bien acceptée qu'il ne semble	20
Chrétiens et musulmans pour les libertés	29
Des islamophiles de gauche contre les libertés	32
II. La reformulation du délit de blasphème par l'extrême droite catholique, à partir des années 1980	39
L'extrême droite catholique initiatrice du combat pour la répression du blasphème	40
Le cœur du problème : jusqu'à quel point peut-on confondre une idéologie et des personnes ?	
Lecture libérale contre lecture confessionnaliste	42
« Publicité » et « gratuité » de l'offense supposée	49
À l'arrière-plan : individualisme ou communautarisme ..	51
En amont de la controverse, l'appréciation de l'injure	53

III. Les actions en justice de l'extrême droite catholique (1984-2002)	55
Les procès de films et affiches de films	55
Un succès de l'Agrif devant les tribunaux français :	
l'affaire Giniewski	67
<i>Charlie Hebdo</i> , cible de l'Agrif	70
L'épisode du projet de loi Toubon	72
IV. L'entrée en scène des associations musulmanes : l'affaire Houellebecq (2001-2002)	75
Les propos de Michel Houellebecq et leur réception	75
Le jugement du tribunal : un rappel de l'irrecevabilité du délit de blasphème	80
Des commentaires décisifs	84
Le repositionnement de la LDH	85
V. Du combat contre l'islamophobie à la dénonciation du délit de blasphème (2003-2005)	89
Le débat sur l'islamophobie	90
En miroir au discours sur l'islamophobie :	
l'exploitation de la judéophobie	97
Une déclaration contestable de Claude Imbert sur l'islam	101
Une excommunication au lieu d'une critique	103
Le président du MRAP réhabilite le délit de blasphème	107
Un isolement certain, malgré une certaine indulgence .	111

VI. L'offensive de l'épiscopat : l'affaire de l'affiche de la Cène (2005-2006)	115
Le procès de l'Agrif contre l'association Aides, ou l'affaire de la « Sainte Capote »	116
La plainte de l'association Croyances et libertés contre l'affiche de la société Marithé et François Girbaud : l'épiscopat durcit la rhétorique antiblasphème	118
Le jugement du tribunal de grande instance : un contournement juridictionnel de la liberté d'expression ..	122
La confirmation en appel de l'interdiction de l'affiche de la Cène	128
Réactions et débat	130
VII. La Cour européenne et la Cour de cassation se prononcent en faveur de la liberté d'expression (2006)	139
L'arrêt de la Cour européenne dans l'affaire <i>Giniewski</i> ..	140
Les arrêts de la Cour de cassation dans les affaires de la « Sainte Capote » et de la Cène : une confirmation de la jurisprudence du procès Houellebecq	142
VIII. L'affaire des « caricatures de Mahomet » : les débats (2006)	149
Du Danemark à la France	149
Le déploiement d'une offensive confessionnelle : une demande de législation antiblasphème	156
L'appui du catholicisme conservateur	158
L'attitude de l'extrême droite : un « révélateur »	161
La mobilisation des partisans de la liberté d'expression ..	162
Les islamo-gauchistes racontent une autre histoire	172
L'islamophilie conservatrice au pied du mur	176

IX. De Mohammed à Jésus (2007-2009)	181
Le procès en instance des « caricatures de Mahomet » ..	181
Le jugement du tribunal de grande instance : malgré la relaxe, une discrète avancée du délit de blasphème	186
Le procès en appel des « caricatures de Mahomet » : le retour à une stricte lecture de la loi	195
<i>Charlie</i> insulte Jésus, l'Agrif prend le relais des associations musulmanes	197
X. Le blasphème est encore permis... ..	201
Une clarification sur la liberté de blasphémer	201
Un épisode dans la lignée des luttes pour les libertés	203
L'Église et la Mosquée solidaires	205
Une victoire précaire, une perspective européenne	208
Index	213